DEPARTEMENT	
Loir et cher	
CANTON	
Romorantin-Lanthenay	
COMMUNE	
Romorantin-Lanthenay	

## REPUBLIQUE FRANCAISE

503/2024

Liberté - Egalité - Fraternité

## ARRETE DU MAIRE

<u>OBJET</u>: Libertés Publiques et Pouvoirs de Police: Autres Actes Règlementaires Travaux de couverture – 1 Rue des Tanneries

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2122-24, L 2213-1 et L 2213-2 ;

Vu le Code de la route;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié et complété, relatif à la signalisation routière ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – Livre I – 6ème et 8ème parties ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements, et des Régions ;

Vu la demande de l'Entreprise SARL BOZKURT - Zac des Pâtureau 2000, Rue Aristide Boucicaut, 41200 PRUNIERS-EN-SOLOGNE;

Considérant qu'il est nécessaire de règlementer la circulation afin de permettre des travaux de couverture, 1 Rue des Tanneries, du lundi 05 août 2024 au samedi 05 octobre 2024;

Afin de préserver la sécurité publique ;

## - ARRETE -

<u>Article 1</u>: L'Entreprise SARL BOZKURT est autorisée à occuper le domaine public afin d'effectuer des travaux de couverture, 1 Rue des Tanneries, du lundi 05 août 2024 au samedi 05 octobre 2024 ;

<u>Article 2</u>: Pendant la durée des travaux et selon les besoins du chantier, l'entreprise est autorisée à stationner un camion benne et un élévateur au droit du chantier. La rue des Tanneries sera fermée à la circulation sauf riverains et la circulation piétonne sera interdite au droit du chantier. L'accès au parking de la Résidence de L'ile Marin devra être maintenu;

<u>Article 3</u>: La signalisation est à la charge du demandeur et sous sa responsabilité et doit être mise en place 72 h 00 avant le début des travaux ;

<u>Article 4</u>: Monsieur Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie et tout agent de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté;

<u>Article 5</u>: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif d'Orléans dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou publication. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet https://www.telerecours.fr.

Le Maire,

Certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte

Publié ou notifié le

0 1 AUUT 2024

Par délégation du Maire,

Philippe SEGUIN

A ROMORANTIN-LANTHENAY, le 25 juillet 2024

Date de mise en ligne sur le site internet : - 5 AOUT 2024